

# *l'Anti*capitaliste

n°798 | 30 avril 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



LE PATRONAT  
OUVRE LA VOIE  
AU RN

## URGENCE ANTIFASCISTE

D'après «Adolf, der Übermensch: Schluckt Gold und redet Blech», photomontage de John Heartfield paru dans ALZ (Arbeiter-Illustrierte-Zeitung) le 17 juillet 1932.

### ZOOM

**Palestine. La justice internationale face aux sanctions de Washington**

Page 3

### INTERNATIONAL

**Mayotte. Stop à l'opération colonialiste et raciste Kingia!**

Page 4

### ARGUMENTS

**1936, du front unique au Front populaire**

Page 5

### CHAMP LIBRE

**Entretien avec Janette Corcelius, déléguée syndicale et militante de DSA à Minneapolis**

Page 8

## Édito

## France Blabla

Par AURÉLIANNE ABITBOL

Le gouvernement vient d'annoncer sa dernière grande idée: renommer les EHPAD (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) en «Maisons France Autonomie». L'objectif affiché est de «changer le regard sur le vieillissement». Pour notre part, nous aurions préféré «changer le financement du vieillissement», mais apparemment nous devons faire sans — le plan «Grand âge» ayant été, encore, reporté.

Le gouvernement veut nous persuader que le remplacement de la notion de dépendance aurait pour effet de promouvoir l'autonomie des personnes âgées. Pourtant, sans financement, pas de séances de kinésithérapie régulières, pas suffisamment de soignantEs pour assurer les toilettes, pas suffisamment de lève-malades, pourtant essentiels pour la mobilisation, etc.

Elle a bon dos, l'autonomie, quand on laisse des gens plus de 8 heures dans leur couche, quand on a 4 minutes pour aider quelqu'un à se nourrir à la cuillère et qu'on l'affame, quand la seule activité proposée est d'installer tout le monde au salon devant CNEWS... C'est sûr que ça développe l'autonomie d'avoir une seule infirmière pour 50 patientEs! Après le scandale Orpéa, cette annonce illustre encore une fois le mépris du gouvernement.

C'est un symbole de la macronie: France Travail où tu ne trouves pas d'emplois; Maisons France Autonomie où tu la perds; l'égalité femmes-hommes, grande cause du quinquennat, et la fermeture des centres de planning familial...

Allez, soyez honnêtes, renommez les EHPAD pour ce qu'ils sont réellement: des Établissements de Maltraitance Dépendants aux Intérêts Privés. Et nommons la France de Macron pour ce qu'elle est: France Blabla.

## Bien dit

*L'unité de notre classe et de sa représentation politique est une question primordiale*

«Dans une période de montée des guerres et des idées fascistes», le NPA-l'Anticapitaliste a adressé, le 28 avril 2026, une «Lettre aux camarades de LFI à propos de l'unité nécessaire». «Il existe une réelle aspiration à cette unité dans les classes populaires qui comprennent bien qu'elle est nécessaire pour contrecarrer les projets des classes dominantes.» Le NPA-A est ainsi disponible pour des discussions sur les modalités de la proposition de candidature commune, lancée par LFI en direction des composantes qui veulent rester fidèles au programme du NFP.

## À la Une

## Urgence antifasciste: le patronat ouvre la voie au RN

Le rapprochement récent entre les dirigeantEs du RN et une partie du grand patronat montre que les classes dirigeantes commencent à envisager sérieusement l'extrême droite comme une option crédible pour défendre leurs intérêts.

«Le fascisme, de quelque nom qu'on l'appelle, risque de demeurer l'arme de réserve du capitalisme déperissant», Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital* (1936).

Ces dernières semaines, au moins deux déjeuners ont réuni les dirigeantEs du RN et les principaux patrons français. CertainEs adopteront la posture: «Quoi de neuf? On sait bien que le RN est au service du patronat!» Ces rencontres constituent pourtant un changement de positionnement de la partie dirigeante de la classe capitaliste française. Il y a donc urgence à prendre la mesure des ressorts du processus si nous ne voulons pas en être de simples commentateurEs, mais nous y opposer.

## L'hypothèse RN validée par les dirigeantEs du CAC 40

Ce n'est évidemment pas d'hier que des Bolloré, Stérin, Sophie de Menton ou E. Trappier, président de la Holding Dassault, utilisent leurs moyens médiatiques pour promouvoir l'extrême droite comme une candidate crédible au pouvoir. Ils préparent ainsi son accession en mettant en avant la perspective d'une «union des droites» contre le danger de l'extrême gauche, incarnée selon eux par LFI.

En revanche, qu'une quinzaine de dirigeantEs des groupes du CAC 40 (dont TotalEnergies, Accor, Engie, Renault, LVMH, Capgemini et AXA) dînent avec Marine Le Pen dans le cadre de l'un de leurs clubs, c'est inédit. Tout comme le déjeuner de Bardella avec le Bureau exécutif du Medef, dont une dirigeante avait publié en 2011 un livre intitulé *Un piège bleu Marine*. Cela signifie qu'iels valident collectivement la possibilité de l'arrivée du RN au pouvoir et entament, sans barguigner, les discussions sur leurs attentes si cette hypothèse se réalise.

## Pourquoi cette évolution collective?

Il y a indéniablement le ras-le-bol de la crise politique accélérée par Macron depuis la dissolution en 2024. Les institutions

LES PATRONS PRÊTS À FAIRE DES AFFAIRES AVEC L'EXTRÊME DROITE



autoritaires de la 5<sup>e</sup> République arrivent au bout de leur capacité à permettre à un gouvernement minoritaire de gouverner en balayant les principes de base de la démocratie représentative. Cela impose d'envisager l'après 5<sup>e</sup> République et le patronat le fait à sa manière. Il suffit de regarder les gouvernements d'extrême droite en Europe ou sur le continent américain pour constater comment, parvenus au pouvoir dans le cadre de constitutions diverses, ils s'en autonomisent en fonction de leur agenda politique... et des intérêts des représentantEs de leur propre CAC 40.

Mais au-delà des rebondissements d'une crise politique sans fin, il y a les soubassements d'une autre crise qui travaille les angoisses de la classe dirigeante, au cœur même des contradictions du capitalisme. Les profits accumulés grâce aux politiques néolibérales ne trouvent plus d'investissements qui leur

garantissent les taux de rentabilité qu'ils attendent. Et cela n'est pas imaginable pour les bénéficiaires d'un système qui ne renoncent jamais, mais cherchent des voies de plus en plus complexes en termes de montages financiers et de plus en plus insupportables pour les populations de la planète comme pour la planète elle-même — à commencer par l'extension des politiques guerrières, dans un contexte d'exacerbation des rivalités pour le contrôle des ressources. Quand il n'y a plus de force politique pour arracher le consentement des populations aux sacrifices imposés, il reste l'extrême droite.

## Combattre la division, la pétrification et l'impuissance

Les exemples historiques sont clairs. Le fascisme est arrivé au pouvoir parce que les classes dirigeantes l'ont «choisi» et «imposé» et à cause de l'incapacité du mouvement ouvrier, de ses organisations politiques et syndicales, à s'y opposer en offrant une alternative prête à la confrontation. Ces échecs ont été payés cash par certaines de ces organisations, mais surtout par la boucherie et les destructions de la guerre et par des génocides dont personne n'aurait imaginé la possibilité. Et ces défaites sans combat (à l'exception de la révolution espagnole de 1936) sont le produit de l'oscillation entre deux impasses décrite par Daniel Guérin: «À l'orée de la décennie 1930-1940, où il allait s'agir d'affronter le fascisme, et de le vaincre, sous peine d'être submergé par lui, la gauche française présentait un affligeant spectacle: celui de la division, de la pétrification, de l'impuissance.»

Notre défi: ne subir ni la division ni la pétrification, pour ne surtout pas nous laisser réduire à l'impuissance.

Cathy Billard

## Acturama



## Rassemblement le 25 avril 2026 à Paris, un an après le meurtre d'Aboubakar Cissé.

Le 28 avril 2025, à La Grand-Combe, Aboubakar Cissé a été assassiné dans sa mosquée, à l'aube, alors qu'il s'appropriait à la nettoyer. Un meurtre négrophobe et islamophobe. Aboubakar Cissé a été méthodiquement humilié et assassiné en raison de sa foi — aboutissement d'un fantasme délirant sans doute, mais cultivé par le climat ambiant: faire disparaître les musulmanEs de l'espace public. Quand l'État ferme des lieux de prière, quand les médias les désignent comme des foyers de radicalisation, quand la parole raciste se libère sans conséquence, les actes suivent. Combattre l'islamophobie est une priorité.

Photos de Cybèle D.

# PALESTINE La justice internationale face aux sanctions de Washington

En sanctionnant des magistratEs de la CPI et des responsables de l'ONU, les États-Unis durcissent leur offensive contre la justice internationale pour empêcher toute mise en cause de leurs alliés et maintenir leur impunité par tous les moyens.

Les États-Unis accélèrent leur brutalisation des instances internationales. Utilisant un ordre exécutif signé par Donald Trump, ils ont sanctionné les 11 magistratEs de la CPI (Cour pénale internationale) ainsi que la rapporteuse spéciale des Nations unies pour la Palestine, Francesca Albanese.

## Des sanctions d'une ampleur exceptionnelle

Iels ont été privéEs de leurs mails, d'accès aux plateformes américaines de voyage, de vidéo, de réservation, de système de paiement (PayPal, Apple Pay, Amazon, etc.), de livres électroniques, de cloud, etc. Iels ont donc également perdu l'usage de leurs cartes bancaires et ne peuvent pas transférer d'argent hors d'Europe. Iels sont également privéEs de visa pour les États-Unis. Les États-Unis s'appuient sur leur position dominante pour faire pression sur les entreprises susceptibles de contourner ces sanctions, comme Visa ou Mastercard, mais aussi sur des groupes comme AXA, qui a annulé l'assurance santé du juge français de la CPI, Nicolas Guillou. Une honte absolue alors qu'AXA est sur la liste BDS des entreprises qui financent l'État israélien. Ces sanctions visent non seulement les personnes citées mais également leur famille ou toute personne que le département d'État considère comme une menace pour l'intérêt national.



## Une impunité organisée

Cette tradition de menaces et de sanctions sur les juges de la CPI remonte à sa création même. Sous George W. Bush, alors responsable des guerres en Afghanistan puis en Irak, est édictée une loi intitulée *American Service-Members' Protection Act* (ASPA), appelée également *The Hague Invasion Act*. Elle vise à protéger le personnel militaire, les éluEs et les agentEs de l'administration contre toute action judiciaire de la CPI et autorise le président des États-Unis à prendre « tous les moyens nécessaires et appropriés » pour obtenir leur « libération »... jusqu'à l'invasion des Pays-Bas.

Elle a été utilisée pour la première fois en 2007, et de nouveau en 2017, lors des investigations de la CPI concernant de potentiels crimes de guerre américains commis en Afghanistan, notamment via l'action de la CIA en Afghanistan ou dans des bases secrètes — en fait des centres de torture — situées sur les territoires lituanien, polonais et roumain, couverts par la compétence territoriale de la CPI.

La position étatsunienne avait été résumée en 2017 par le secrétaire d'État de l'époque, Mike Pompeo : « Nous ne tolérerons pas ses tentatives inappropriées et injustifiées d'enquêter sur des Américains ou de les poursuivre en justice. Lorsque nos ressortissants sont accusés d'un crime, ils sont jugés dans notre pays ». Sans préciser que, la même année, cette administration avait gracié deux criminels de guerre d'Afghanistan et d'Irak avant même qu'ils aient fini — voire commencé — de purger leur peine. Notamment Clint Lorange, condamné à 19 ans de prison pour avoir ordonné à ses soldats d'ouvrir le feu sur trois hommes non armés en Afghanistan, et qui n'en a purgé que six.

## Dissuader les États tiers

On pourrait légitimement souligner que les mandats actuels de la CPI concernent des citoyens israéliens, et non des Américains — ce qui rend ce discours sur la souveraineté pour le moins hors de propos.

En réalité, ces mécanismes de pression visent non seulement la cour elle-même, mais aussi les États tiers susceptibles d'appliquer ses décisions. Une intervention militaire à La Haye — notamment pour en extraire Benjamin Netanyahu — serait difficilement justifiable ; tout est donc fait pour que cette éventualité ne se présente jamais.

En ce qui concerne la France, cependant, il n'y a pas besoin de menaces. Le gouvernement Macron devance les sanctions américaines. En novembre, Barrot avait demandé de lui-même la destitution de Francesca Albanese. Et plutôt que d'empêcher Netanyahu de survoler l'espace aérien, ses services ont refusé cette semaine un visa à Shawan Jabarin, directeur général d'Al-Haq, une organisation palestinienne indépendante de défense des droits humains. Tout est bon pour garantir l'impunité des dominants et réduire au silence les voix qui dénoncent leurs crimes.

Édouard Soulier

## No comment

*Je suis raciste et je suis fier de l'être, je le dis haut et fort*

Dimanche 19 avril à Espaly-Saint-Michel, en Haute-Loire, un homme de 65 ans a tiré à la carabine sur un enfant noir âgé de 10 ans. Une attaque raciste de plus dans un contexte de fascisation nationale et internationale qui met en péril la vie des personnes racisées. L'homme tenait des propos explicitement racistes. Pire encore, une voisine rapporte qu'il avait annoncé la veille qu'il tirerait sur les enfants noirs. Malgré cela les réponses institutionnelles nient ou minimisent le racisme, qui est pourtant le motif de l'attaque....

## Agenda

**Vendredi 1<sup>er</sup> Mai, Fête anticapitaliste, Strasbourg (67).** À partir de 12h, 1, place des Orphelins à Strasbourg. Barbecue, buvette, repas vegan, débats et discussions.

**Mercredi 6 mai, rencontre de la Brèche avec Ludvine Bantigny autour du livre de Daniel Guérin *La peste brune*, Paris (75).** À partir de 19h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, 75012 Paris. Métro Daumesnil.

**Vendredi 8 mai, manifestation pacifiste «Contre le porte-avion, contre la guerre», Saint-Nazaire (44).** À 11h place de l'Amérique latine à Saint-Nazaire.

**Vendredi 8 mai, village antifasciste «Pas de nazis dans Paris», Paris (75).** 14h-19h, place du Panthéon.

**Samedi 9 mai, manifestation antifasciste «Pas de nazis dans Paris», Paris (75).** À 14h, place Saint-Michel.

**Samedi 9 mai, soirée de soutien aux quatre militantEs écologistes jugéEs les 1 et 2 juin, Alençon (61).** À 18h30, à la Chapêlmêle, 41 chemin des Châtelets.

**Lundi 11 mai, réunion publique du NPA-A «Guerre en expansion, résistances à construire», Melun (77).** À 19h, espace Saint-Jean, place Saint-Jean à Melun.

Pour annoncer un événement: [agenda@npa-lanticapitaliste.org](mailto:agenda@npa-lanticapitaliste.org)

# INDUSTRIE Stellantis Poissy, dernière usine automobile de l'Île-de-France

Une répétition de la stratégie appliquée par Renault dans l'avant-dernière usine de montage automobile de la région parisienne, celle de Flins : une mort lente, par la décroissance continue des effectifs, la désorganisation des collectifs de travail et de vagues promesses de réorientation (vers la production de pièces détachées ou le reconditionnement de véhicules d'occasion).

L'usine de Poissy, créée il y a 90 ans, emploie aujourd'hui 2000 salariéEs, en grande majorité des ouvrierEs, alors qu'elle en avait rassemblé jusqu'à 27 000 dans les années 1970. Elle a successivement appartenu, dans ce mercato mondialisé automobile, à Fiat, Chrysler, Talbot, Peugeot, PSA et Stellantis. Ses dernières productions sont celles de l'Opel Mokka et de la Citroën DS3. Selon la direction de Stellantis, 1000 postes devraient subsister jusqu'en 2030. Une arnaque de plus. Les seuls chiffres documentés mentionnent seulement 200 salariéEs à l'emboutissage. C'est la couverture pour se dispenser d'un « plan social ». Et ces activités promises résulteraient d'un transfert de Vesoul, aussi promis à l'extinction. Diviser pour régner !

## Une première protestation jeudi 23 avril

Les syndicats CGT, SUD et Unsa ont appelé à un débrayage et à une manifestation allant jusque devant la mairie de Poissy. Plus de 300 participantEs. Des délégations d'usines sous-traitantes autour de Poissy étaient

Après des années de mensonges, la direction de Stellantis a annoncé la fin de la production d'automobiles dans l'usine de Poissy.

également présentes. Le syndicat SUD de l'usine, animé notamment par Jean-Pierre Mercier, porte-parole de Lutte ouvrière, affirme : « Les promesses bidon du patron ne rempliront jamais le frigidaire », ouvrant la voie à la revendication de mesures pour accompagner la fin de l'assemblage de voitures.

Face aux plans de la direction, il y a de la colère parmi les ouvrierEs. Tout ce qui permet de faire reculer la direction de Stellantis doit être soutenu, popularisé et amplifié. L'ampleur des concessions patronales à obtenir sera directement fonction de l'intensité des mobilisations, dans et hors l'usine, impliquant pour commencer toute la filière automobile.

## De crise en crise

Depuis le choc de 2008, électriques ou à essence, il y a autant de voitures en circulation, mais elles sont de moins en moins achetées neuves et produites en Europe. Les firmes européennes, occupées à enrichir leurs actionnaires, sont distancées par leurs concurrents chinois.

La surproduction inhérente au mode de production capitaliste se manifeste particulièrement dans les usines de Stellantis. Elles sont en Europe utilisées à moins de la moitié — 46% selon une évaluation publiée récemment — de leurs capacités de pro-

duction. Au lieu de répartir le travail entre toutes et tous, la tronçonneuse des fermetures d'usines se déploie. Et les errements de Tavares, l'ancien PDG débarqué l'année dernière, ont conduit la nouvelle direction à provisionner 22 milliards d'euros pour réparer les dégâts.

Les usines, avec leurs machines et leurs salariéEs, peuvent produire autre chose que des voitures. Mais la seule alternative que proposent aujourd'hui firmes et gouvernements en Europe est celle de la fabrication d'armements.

Valoriser le savoir-faire de la force de travail présente dans les usines pour aller vers la production de matériel de transport collectif, préservant environnement et ressources, garantirait l'emploi et répondrait aux besoins sociaux d'aujourd'hui. Mais ce ne peut être envisagé qu'en empiétant sur la toute-puissance du capital partout où elle s'exerce, à commencer dans les usines.

La disparition d'une usine, ce ne sont pas seulement des machines, des murs et des ouvrierEs qui disparaissent. Tout un mode de socialisation dans et autour des usines est mis à mal. L'extrême droite en profite pour se déployer : une usine détruite, c'est un bonus pour son influence ! Nous sommes bel et bien concernéEs, toutes et tous, par les attaques perpétrées à Poissy.

Jean Claude Vessillier

**Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur**  
**L'Anticapitaliste.org**

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

### Rédaction :

redaction@lanticapitaliste.org

### Diffusion :

diffusion@lanticapitaliste.org

### Administration :

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

### Numéro ISSN :

2269-3696

### Commission paritaire :

1225-C-93922

### Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

### Tirage :

1800 exemplaires

### Directrice de publication :

Penelope Duggan

### Secrétaire de rédaction :

Olivier Lek Lafferrière

### Graphisme :

Ambre Bragard

### Impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

## En bref

**USA. La tentative d'assassinat contre Trump pourrait mettre la gauche en danger.** Une tentative d'attentat contre Donald Trump a été déjouée le 26 avril à Washington, où Cole Tomas Allen, un homme de 31 ans, a été arrêté avant de pouvoir passer à l'acte. Armé, il visait Trump, des membres de son cabinet et des dirigeants du Congrès réunis lors d'un dîner officiel. Présenté comme un individu sans profil militant structuré, Allen apparaît davantage comme un libéral radicalisé, critique des politiques de Trump, que comme un militant de gauche organisé. Si ses motivations expriment une colère politique que nous partageons, notre correspondant aux États-Unis, Dan La Botz, explique que ce type d'action individuelle ne peut ni transformer le système ni constituer une stratégie pour les mouvements sociaux. Au contraire, elle risque d'alimenter les discours réactionnaires, de légitimer la répression et de mettre en danger l'ensemble de la gauche, souvent assimilée à ces actes. L'histoire américaine, notamment la « Red Scare » des années 1920, montre comment des actions violentes isolées ont servi de prétexte à des offensives massives contre les organisations ouvrières et révolutionnaires. Face à cela, la gauche marxiste défend une autre voie : celle de la construction de mouvements de masse, seuls capables

d'imposer des transformations sociales durables.

► Lire sur notre site l'analyse complète de Dan La Botz.



### TROISIÈME ATTENTAT RATÉ CONTRE TRUMP



### Djibouti. Simulacre d'élections

À Djibouti, Ismaïl Omar Guelleh (IOG) a été réélu le 10 avril avec 97,81% des voix, dans un scrutin sans suspense marqué par l'absence des principaux opposants, emprisonnés ou en exil. Au pouvoir depuis 1999, il s'apprête à entamer un sixième mandat, conforté par des révisions constitutionnelles successives et la validation de la communauté internationale. Ce rituel électoral sert avant tout à légitimer une autocratie bien installée. La mansuétude des grandes puissances s'explique par la position stratégique du pays, situé sur le détroit de Bab el-Mandeb, axe clé du commerce mondial. Djibouti accueille plusieurs bases militaires étrangères — françaises, américaines, chinoises, entre autres — qui assurent des revenus au régime et garantissent sa stabilité politique, malgré les violations des droits humains. Cette stabilité est pourtant fragile. Le pays reste marqué par des divisions héritées de la période coloniale, une forte dépendance économique, notamment vis-à-vis de l'Éthiopie et des investissements chinois, ainsi qu'une crise sociale profonde. Le chômage

touche près de 70% des jeunes, tandis que la succession d'un président vieillissant attise les tensions.

► Lire sur notre site l'article complet de Paul Martial.



# SYRIE 100 ans après la révolte druze contre le mandat français

Le 26 avril 1926, Suwayda, ville du sud de la Syrie, est en révolte, comme le reste du pays. L'armée française assiège la ville et finit par la prendre, au prix de combats intenses faisant des centaines de victimes. Épisode peu connu du mandat français au Liban et en Syrie (1920-1949), il est pourtant clé dans l'évolution du nationalisme arabe et syrien par-delà les divisions ethno-religieuses.

## Instrumentalisation coloniale des divisions communautaires

La Syrie et le Liban sont traversés de divisions religieuses et communautaires, héritées de l'Empire ottoman et renforcées sous le mandat français, entretenues par les puissances dirigeantes pour maintenir le contrôle. Un lourd passif de massacres et d'exactions sépare les différents groupes. Se sentant « impliqués » dans la gestion de contrées ayant « trop de communautés », les puissances coloniales justifient leur domination par un prétendu besoin de tutelle occidentale.

Bien avant le mandat, la France a une tradition d'ingérence « bienveillante », notamment au Liban depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Cette intervention s'est faite au bénéfice des communautés chrétiennes, régulièrement opprimées sous l'Empire ottoman. Au début des années 1920, la classe dirigeante française considère qu'il n'y a pas d'unité arabe en Syrie et au Liban et fait tout pour qu'elle n'existe pas. Elle divise la Syrie en multiples régions — Liban, Damas, Alep et même Djebel druze — en faisant miroiter une autonomie des communautés, en particulier dans le Djebel druze, dont Suwayda est la « capitale ».

Les Druzes sont une minorité religieuse issue de l'islam et persécutée depuis son origine. Elle est considérée comme une hérésie par les groupes musulmans majoritaires sunnites et chiites. La communauté druze est composée de près d'un million de personnes, la plupart habitant au nord de la Palestine, en Galilée, mais aussi au sud de la Syrie, notamment à Suwayda.

Il existe une longue histoire de persécutions interethniques avec des victimes diverses : par exemple, les Druzes sont à l'origine

du massacre du « Mont-Liban » envers les chrétiens en 1860, qui reste, même 60 ans après, un important traumatisme.



Forces françaises avec des chars d'assaut Renault FT à Suwayda, lors de la Grande révolte syrienne de 1925. WIKIMEDIA COMMONS

## Unification contre le mandat colonial

Mais l'unité contre le mandat colonial devient un facteur unificateur et, face à la violence du mandat et à la faible avancée des revendications, les révoltes éclatent et se multiplient à partir de 1925.

Ainsi, le Parti du peuple et les dirigeants druzes mettent en place un gouvernement provisoire nationaliste dans le Jabal Druze le 9 septembre 1925. Le mois suivant, ils déclenchent une rébellion dans l'ensemble du territoire syrien, de sorte qu'à la fin du mois d'octobre, de vastes régions de Syrie étaient en révolte.

L'un des tracts énumère les revendications : « Aux armes ! Libérons notre pays de l'esclavage... Voici nos revendications : 1. L'indépendance totale de la Syrie arabe,

une et indivisible, tant sur le littoral qu'à l'intérieur des terres ; 2. La mise en place d'un gouvernement populaire et l'élection libre d'une Assemblée constituante chargée d'élaborer une loi organique ; 3. L'évacuation de l'armée étrangère d'occupation et la création d'une armée nationale pour le maintien de la sécurité ; 4. L'application des principes de la Révolution française et des Droits de l'Homme. Vive la Syrie indépendante ! »

L'insurrection est écrasée dans le sang, notamment avec la prise de Suwayda et, peu après, Damas est bombardée par l'armée française. La révolte s'arrête complètement en 1927, mais l'Empire français montre des fragilités pour maintenir son influence. Cet exemple montre que les divisions ethno-religieuses structurent certes la politique syrienne et libanaise, mais qu'elles peuvent être dépassées dans la lutte, notamment contre l'Empire.

Achraf Yourchid

## GRÈCE Stoppons l'orbanisation !

Dès qu'il est devenu Premier ministre, Mitsotakis a construit des pouvoirs parallèles et, 7 ans plus tard, il nage dans des scandales marquant la privatisation de l'État à son profit et à celui de ses proches et du patronat.

Ainsi, les ministres aux faux diplômes, la liste Petsa visant à distribuer des subventions à la seule presse amie, même quasi inexistante, les subventions agricoles européennes versées sur la base de la fidélité à la Nouvelle Démocratie (ND), le parti de la famille Mitsotakis : cette dernière affaire a alerté la procureure en chef de l'Union européenne, Laura Kövesi, aussitôt calomniée par la garde rapprochée de Mitsotakis... Cette politique inquiète Amnesty International dans son rapport pour 2025 : scandale des écoutes (Predator), dont on sait qu'elles dépendent de Mitsotakis, détention illégale de réfugiés ou refoulements en mer, loi scélérate de la journée de travail de 13 heures, répression contre les manifs pour les victimes du crime ferroviaire de Tèmbi ou pour Gaza...



Kyriakos Mitsotakis. WIKIMEDIA COMMONS

### Des attaques incessantes, 2 cas symboliques

Ces dernières semaines, la droite se déchaîne pour être à la hauteur d'un Orbán : projet de loi visant à neutraliser totalement l'inspection du travail, qui passerait sous tutelle du ministère du Développement ; révélation de la cynique utilisation de groupes immigrés masqués pour repousser en Turquie des réfugiés à la frontière d'Evros ; et répression

tous azimuts : police envoyée dans les facs pour empêcher toute protestation contre l'exclusion de milliers d'étudiantEs, procédures bâillonnées contre les mobilisations locales en défense de l'environnement...

Si on retient des priorités dans cette vague répressive, deux cas réclament une solidarité immédiate. D'abord Javed Aslam, président de l'association « Unité » des Pakistanais en Grèce. Connu pour son engagement contre le racisme et pour les droits des immigrés, pour son rôle important dans la mise en cause de Chryssi Avgi (Aube Dorée) après le meurtre de Shehzad Luqman en 2013, il est menacé de ne pas voir renouveler son permis de séjour après 30 ans en Grèce, vengeance mesquine du ministre des migrations.

Et mercredi 29 passera à nouveau en conseil de discipline l'enseignante Chryssa Hotzoglou,

qui, comme des milliers de ses collègues — désormais toustes menacés — avait refusé une procédure d'évaluation synonyme de caporalisation et de « délestage » des travailleurEs du secteur public. Malgré l'avis unanime négatif d'un premier conseil il y a un an, elle avait été suspendue ; elle risque désormais jusqu'au licenciement. La bataille contre l'évaluation est celle de la défense d'une école ouverte et critique contre une école d'obéissance à la hiérarchie, et l'acharnement du pouvoir prouve sa volonté d'interdire l'action syndicale et les mobilisations. Le licenciement de Chryssa serait le premier pour raisons syndicales dans le secteur public depuis la chute des colonels fascistes en 1974...

Contre l'Orbán grec, soutien international aux résistances !

A. Sartzekis, Athènes, le 26 avril 2026

## 1934, l'unité par en bas contre l'émeute fasciste

En 1934, face à la menace fasciste, l'unité ouvrière s'impose dans la rue, malgré les divisions entre organisations.

Le 6 février 1934, les ligues fascistes, royalistes (en tout 150 000 militants en partie militarisés) et l'association d'anciens combattants la plus à droite cherchent à envahir l'Assemblée nationale, provoquant une nuit d'affrontements faisant 19 morts. En sort un gouvernement plus à droite que celui du radical Daladier, qui démissionne. Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, c'est un choc dans les milieux ouvriers et populaires. En réaction, le Parti communiste (il ne s'appelle pas encore PCF) organise seul une manifestation le 9 février, à cause de sa politique « de classe contre classe » qui dénonce le Parti socialiste comme social-fasciste (le PS est trois fois plus gros que le PC, 120 000 militantEs, majoritaire dans de nombreux secteurs ouvriers). Cette manifestation est violemment réprimée, faisant 6 morts.

La CGT, dirigée par les socialistes, appelle de son côté à une grève de 24 heures le 12 février, rejointe par la CGTU dirigée par les Communistes. La préparation permet la rencontre des militantEs pour la première fois depuis longtemps. La grève est massive, jusqu'à 70 % dans les usines et services parisiens. Les manifestations sont énormes partout en France. À Paris, les manifestations PS et PC, appelées séparément, se réunissent sous la pression de la foule aux cris d'unité dans une liesse générale.

S'ouvre une période de quatre mois durant laquelle les directions politiques et syndicales continuent leurs politiques de division, alors que se mettent en place par en bas des comités antifascistes unitaires. Ils sont organisés par les Unitaires, la Bataille socialiste dans le PS, Doriot à Saint-Denis dans le PC, la petite Ligue communiste trotskyste et les centaines, les milliers de militantEs décidés à faire front en commun. Iels cherchent à interdire les initiatives fascistes, maintiennent une présence ouvrière et militante, malgré le fait qu'il n'y a ni 1<sup>er</sup> Mai ni montée au Mur des Fédérés unitaire.

## Chronologie 1934-1936

**6 février 1934 :** Émeute sanglante des ligues d'extrême droite

**12 février 1934 :** Grève générale et manifestations unitaires

**27 juillet 1934 :** Pacte d'unité d'action PC-PS

**2 mai 1935 :** Pacte Laval-Staline, virage patriote du PC

**14 juillet 1935 :** Grande journée républicaine

**10 janvier 1936 :** Signature du programme du Front populaire

**2-5 mars 1936 :** Réunification de la CGT et de la CGTU

**3 mai 1936 :** Victoire du Front populaire aux législatives

**11 juin 1936 :** La grève générale atteint son plus haut niveau

## IL Y A 90 ANS, LE FRONT POPULAIRE

# 1936, DU FRONT UNIQUE AU FRONT POPULAIRE

Le Front populaire est né d'une réaction populaire à une émeute fasciste, pour l'unité des organisations ouvrières face au risque de dictature. Pendant deux années, l'unité de la classe ouvrière et des milieux populaires se construit dans la rue, les manifestations, les meetings. Cette politisation

de masse conduit le PS et le PC à chercher une réponse politique à cette montée des luttes, dans le Front populaire — une alliance du PS, du PC, de la CGT, de la CGTU, de la LDH, avec les Radicaux, à l'époque la plus importante organisation bourgeoise en France. Dès la victoire électorale, une énorme

grève générale spontanée se déclenche, obligeant le patronat et le gouvernement à accorder des revendications qui n'étaient pas dans le programme électoral : les 40 heures, les congés payés, les délégués du personnel et les conventions collectives. Dossier réalisé par Patrick Le Moal

## Alliances électorales et grève générale

La dynamique unitaire débouche d'abord sur un front unique ouvrier. La politique du PC entraîne une alliance électorale plus large, avec des forces bourgeoises. Cette séquence culmine dans la victoire de 1936 et la grève générale, qui arrache des conquêtes majeures tout en révélant les limites politiques du Front populaire.

Fin mai, Staline, pour protéger l'URSS contre le danger nazi, veut constituer un front avec les « bourgeoisies démocratiques », ce qui impose que le PC s'allie avec ces forces de gauche et bourgeoises démocratiques.

### Le tournant unitaire du PC

Dès juillet 1934, le PC conclut un pacte d'unité d'action avec le PS. Cette unité PS-PC amplifie la mobilisation : les comités se multiplient, organisent des centaines de réunions, de meetings communs et des manifestations de plus en plus nombreuses et déterminées.

Les fascistes perdent l'initiative, ceux du 6 février 1934 se divisent et, à chaque occasion, le camp ouvrier et populaire montre sa force, son dynamisme conquérant. Les élections cantonales et municipales sont des victoires, la droite et le parti radical reculent, le PS et surtout le PC augmentent leurs scores, c'est l'époque où se constitue la ceinture rouge parisienne.

L'unité PS-PC a fait reculer les fascistes, a inversé le rapport de forces et amené la CGT et la CGTU à engager des discussions pour la fusion. Quelle perspective politique à cette dynamique ?

### Le tournant nationaliste du PC

En mai 1935, Staline signe un pacte de défense avec Laval qui, en approuvant « pleinement la politique de la défense nationale faite par la France », bouleverse les données de la politique internationale et nationale. Le PC va abandonner la bataille contre le service militaire de 2 ans, faire disparaître son travail antimilitariste, sortir le drapeau tricolore et la Marseillaise, défendre « l'union de la nation française » et plus tard devenir PCF. C'est une nouvelle union sacrée qui se profile, intégrant le PC.



Manifestation SFO en 1934. DR

### Le Front populaire

Cette rupture ouvre la période des Fronts populaires, des alliances des PC avec les forces « bourgeoisies démocratiques » — en France le Parti radical au gouvernement quasiment sans discontinuer depuis 1902. Lorsqu'il est intégré au Rassemblement populaire qui prépare la colossale manifestation du 14 juillet 1935, ce parti est membre du gouvernement d'austérité avec la droite, aux ministères de l'Économie et de l'Intérieur. Ce cadre unitaire associe également au PS et PC la CGT, la CGTU, la LDH et les comités antifascistes.

Si les radicaux sont marginaux dans les manifestations de plus en plus importantes qui se déroulent, notamment celles de février 1936 après l'agression antisémite contre le dirigeant socialiste Blum et en mai 1936 à la montée du Mur des Fédérés (600 000 personnes), ils vont être centraux dans les négociations pour le programme électoral du Front populaire, adopté en janvier par toutes ces organisations. C'est un programme sans mesures sociales majeures.

Le 3 mai, la victoire électorale est complète : le parti radical recule, le PS devient le premier parti et le PC double son nombre de voix.

### La grève générale

Blum attend un mois pour prendre son poste. Durant ce délai la grève générale déferle sur toute la France. Elle commence le 11 mai au Havre et à Toulouse dans l'aviation pour protester contre le licenciement des syndicalistes en grève le 1<sup>er</sup> Mai, s'étend à quasiment tous les secteurs dans le mois qui suit, atteint son apogée à la mi-juin. Dans la plupart des cas, les lieux de travail sont occupés, les patrons ne sont plus maîtres chez eux, c'est la grève de l'espoir d'un monde meilleur de 4 ou 5 millions de salariéEs. Craignant la Révolution, les patrons accordent, lors des accords de Matignon, des revendications absentes du programme électoral : les 40 heures

sans perte de salaire, 15 jours de congés payés, l'élection des délégués du personnel et l'instauration de conventions collectives.

Mais la grève ne cesse pas du jour au lendemain. Thorez, le dirigeant du PC, sort alors la déclaration célèbre « il faut savoir terminer une grève, ... consentir au compromis, tout n'est pas possible » car il n'est pas question que les travailleurEs prennent le pouvoir actuellement. Les grèves vont cesser fin juin, la manifestation du 14 juillet 1936 regroupera un million de personnes, la CGT unifiée passera de 800 000 à 4 millions de syndiquéEs. Commence alors la politique des gouvernements successifs de ce Front populaire, qui va décevoir les espoirs populaires.

BON ANNIVERSAIRE ALI FRONT POPULAIRE!



CHARMAG

## En bref

### Répression. Procès en appel du 8/12, toujours solidaires

Du 4 au 22 mai à Paris, se tient le procès en appel de six des sept condamnés de l'affaire du 8 décembre 2020, poursuivis pour «terrorisme d'ultra-gauche». En 2023, malgré l'absence de faits matériels et de projet avéré, iels ont été condamnés à de lourdes peines, incluant prison ferme, inscription au FIAIT et restrictions importantes de leurs droits. Au cœur de l'appel: la remise en cause d'une qualification de terrorisme. Une confirmation de ces condamnations ouvrirait la voie à un usage encore plus large de l'arsenal antiterroriste contre des militantEs. Dans un contexte de durcissement des procédures visant le mouvement social, notamment en solidarité avec la Palestine, ce procès est un test. Les audiences, publiques, se tiennent à la Cour d'appel de Paris: la mobilisation et la présence sont appelées pour soutenir les inculpés.



◀ Lire sur le site l'article complet d'Anna Ralebolle

### Santé. Clap de fin pour la Fondation des œuvres de la Croix Saint-Simon

Après plusieurs mois de redressement judiciaire, la Fondation des œuvres de la Croix Saint-Simon a annoncé le 14 avril la cession de toutes ses activités. 66 structures, 1800 emplois et 100 000 usagerEs sont menacés. Centres de santé, Ehpad, hôpital des Bleuets, instituts de formation et 35 crèches sont désormais en quête de repreneurs. Dans l'Est parisien, déjà fragilisé par plusieurs fermetures, l'accès aux soins et aux services de la petite enfance est directement menacé. Les conséquences sont immédiates: retards de prise en charge, saturation des structures restantes... Dans un contexte où les budgets d'austérité successifs ont mis à mal le service public et où il est de plus en plus difficile de se soigner, nous ne pouvons pas laisser fermer d'autres centres de soins. Il y a urgence à défendre un service public, de la petite enfance au grand âge, accessible à tous et toutes.



◀ Lire sur le site l'article complet d'Aurélienne Abitbol

### Antifascisme. Victoire en justice pour Questions de classe(s)

Le 21 avril 2026, le tribunal a donné raison au collectif Questions de classe(s), poursuivi par le syndicat Action & Démocratie (CFE-CGC) après une cartographie de l'extrême droite dans l'Éducation publiée en 2024. Les plaignants ont été déboutés et le collectif relaxé, dans une affaire qui s'apparentait à une procédure bâillon visant à faire taire un travail antifasciste critique. Au-delà du verdict, la décision a une portée politique. Elle refuse de criminaliser un travail d'enquête militant et rappelle que la liberté d'expression ne peut être restreinte lorsqu'il s'agit de documenter des dynamiques réactionnaires. Dans un contexte où ces initiatives sont régulièrement attaquées, ce jugement constitue un point d'appui pour le camp antifasciste. Le collectif souligne aussi le rôle décisif des soutiens mobilisés. Face aux tentatives de censure, la réponse reste collective.



◀ Lire sur le site l'article complet de Radu Varl

# NUCLÉAIRE Tchernobyl, 40 ans après, la catastrophe n'en finit pas

Le 26 avril 1986, l'explosion du réacteur n°4 de Centrale nucléaire de Tchernobyl marque le début de la plus grave catastrophe nucléaire civile. Quarante ans plus tard, ses conséquences sanitaires, sociales et environnementales persistent, tandis que la guerre et les tensions internationales transforment les installations nucléaires en cibles stratégiques, aggravant encore les risques pour les populations.

## LES LEÇONS DE LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL



pêtes, inondations), malfaçons de matériaux...

### Des risques sanitaires

La zone contaminée, inhabitable pour des milliers d'années, était jusqu'en 2022 la destination d'un tourisme de catastrophe. Le démantèlement de la centrale est pourtant toujours en cours. Des équipes d'ouvriers tournent toutes les deux semaines compte tenu des doses de radioactivité. Les populations les plus précaires utilisent le bois de chauffe et consomment champignons et gibier contaminés. La santé des populations est encore

gravement affectée. L'absence de suivi rend impossible un véritable bilan sanitaire. Dans les zones contaminées, moins de 20 % des enfants peuvent être déclarés en bonne santé. Au gré des normes sanitaires différentes entre pays et du marché agroalimentaire mondial, des myrtilles radioactives peuvent même se retrouver dans nos assiettes.

### Les installations nucléaires cibles de guerre

La guerre compromet la sécurité du site. L'arche de protection du sarcophage a été gravement

endommagée en 2025 par un drone russe. Des fonds internationaux seront sollicités pour un coût de restauration estimé à 500 millions d'euros. Des salariéEs spécialiséEs accepteront-ils de revenir travailler à Tchernobyl, sous la menace régulière de drones et de missiles russes ?

Au sud de l'Ukraine, la centrale de Centrale nucléaire de Zaporijjia occupée est sous contrôle militaire russe depuis 2022. Le personnel ukrainien chargé de sa maintenance est maltraité et contraint. Les déconnexions répétées du réseau électrique ont mis en danger à treize reprises le refroidissement indispensable des six réacteurs. Sur un autre terrain de guerre, en mars et avril 2026, les États-Unis et Israël ont bombardé plusieurs sites nucléaires en Iran.

Les installations nucléaires civiles, hautement vulnérables, sont aujourd'hui des cibles de guerre délibérées. Dans un contexte géopolitique instable, elles constituent un grave danger pour les populations civiles. Les appels de l'Agence internationale de l'énergie atomique à cesser ces attaques n'y changeront rien. **Commission nationale écologie**

## MAYOTTE Stop à l'opération colonialiste et raciste Kingia!

L'État français intensifie à Mayotte une politique répressive visant les migrantEs, dans un contexte marqué par des logiques coloniales persistantes et une stigmatisation systématique. L'opération Kingia s'inscrit dans cette continuité, combinant expulsions massives, violences policières et durcissement législatif.

L'État français a lancé, début avril, et pour une durée de deux mois, une nouvelle offensive contre les migrantEs à Mayotte, 101<sup>e</sup> «département français»... à 8 085 km de l'Hexagone. L'opération Kingia est, selon le communiqué officiel, «destinée à renforcer durablement la sécurité des Mahorais et préserver l'ordre public» — à l'instar des opérations de police Wambushu de 2023 et Place nette de 2024 — en intensifiant «la lutte contre la délinquance, l'économie informelle et l'habitat insalubre». Une lutte contre l'insalubrité menée à coups de flics et de bulldozers détruisant, dans les bidonvilles, les bangas (habitations en tôle et terre battue). Si elle va frapper également les Mahorais pauvres y survivant elleux aussi grâce à cette «économie informelle», elle vise avant tout les migrantEs, boucs émissaires de tous les maux de la société mahoraise et tout particulièrement de la délinquance. La préfecture de la colonie d'outre-mer se glorifie d'en avoir expulsé plus de 23 000 en 2025, soit plus que tous les départements de France réunis (*InfoMigrants*, 14 avril) !

### En finir avec la chasse aux migrantEs!

Il s'agit d'expulser en masse les migrantEs mais aussi les empêcher de pénétrer sur le

territoire, et par tous les moyens. La Police aux frontières (PAF) est dénoncée par les exiléEs et les organisations qui les soutiennent pour ses violences. Y compris, elle est accusée de provoquer des noyades lors de ses interventions au large de Mayotte en faisant chavirer les kwassas (*l'Anticapitaliste* n°768). Dernièrement encore, dans la nuit du 28 au 29 mars, une migrante s'est noyée lors de l'interception de son kwassa par la PAF. La préfecture vient d'honorer cinq policiers qui, suite au chavirage, ont secouru les autres passagers de l'embarcation (*Mayotte 1ère*, 25 avril). Impunie et maintenant honorée, la police aux ordres du pouvoir colonial a le feu vert pour la chasse aux exiléEs! À la différence de la Méditerranée, aucune ONG ne navigue dans cette zone et il n'y a aucun bilan officiel sur les mortEs et disparuEs en mer. Un rapport du Sénat de 2012 les estimait entre 7 000 et 10 000, de 1995 à 2011. Depuis, au péril de leur vie, des ComorienNEs continuent de tenter de rejoindre leurs frères et sœurs mahorais dont iels ont été séparés par l'impérialisme français il y a plus de 50 ans. Plus récemment, des AfricainEs de la région des Grands Lacs, dont des CongolaisEs fuyant la guerre, tentent la traversée depuis les

côtes tanzaniennes. Une voie de passage tout aussi dangereuse et meurtrière.

### Abolition de toutes les législations anti-migrantEs!

Ces pratiques répressives, criminelles, se déroulent dans le cadre d'un arsenal législatif que l'État français ne cesse de durcir, foulant aux pieds les droits humains. Dernière loi raciste en date, promulguée le 11 août 2025, la loi de programmation pour la refondation de Mayotte — revendiquée comme «une victoire politique» par le RN-FN — introduit, en guise de «refondation», une série de règles d'exception. S'ajoutant aux discriminations juridiques en vigueur (comme l'absence d'AME, la négation du droit d'asile ou la restriction du droit du sol), elles rendent quasi impossible la régularisation des migrantEs et font de leur quotidien un enfer. Caractéristiques d'une politique colonialiste, ces «exceptions», aujourd'hui spécifiques à la seule Mayotte, sont susceptibles, après y avoir été expérimentées, d'être étendues ailleurs. Défendre les droits des exiléEs, c'est aussi défendre les droits de toutes et tous. Liberté de circulation et d'installation! Régularisation de toutes les sans-papiers! **Germain Gillet**

Vie du NPA l'Anticapitaliste

# Week-end de la commission santé-sécu-social

Le week-end du 18/19 avril avait lieu à Paris la réunion nationale de la commission santé-sécu-social du NPA-A. Une vingtaine de camarades, venuEs de régions différentes, y ont participé.

À l'ordre du jour : redéfinir la place des luttes de ce secteur dans une stratégie anticapitaliste, organiser notre intervention sur nos lieux de travail et de formation, et spécifiquement notre intervention féministe, antiraciste et antifasciste. Ces enjeux sont particulièrement importants pour nous car notre secteur est majoritairement composé de femmes et de personnes racisées. En outre, ces mêmes personnes sont moins bien prises en charge par notre système de santé et c'est aussi sur elles que repose souvent la santé de leurs proches.

### Faire l'état des lieux

Nous avons pris le temps de débattre des différentes attaques et réalités dans nos secteurs d'intervention : un système de protection sociale qui n'est plus sous contrôle démocratique et qui favorise de plus en plus le recours aux mutuelles personnelles et d'entreprise ou le déremboursement ; la casse des services publics, dont l'hôpital en premier lieu, et la dégradation des conditions de travail ; le morcellement du travail social sous des statuts différents, avec le recours aux associations qui fragmente encore davantage l'unité qui serait souhaitable entre les professionnelEs du secteur, et là encore, des conditions de travail qui ne font que s'aggraver. En outre, le constat est aussi fait d'un appauvrissement des collectifs et des luttes syndicales, trop faibles pour résister aux tentatives de privatisation de la santé et de l'action sociale.

### Organiser notre intervention

Il paraît urgent d'organiser nos secteurs professionnels, qui représentent un nombre important de salariéEs en France, et de proposer aux comités du NPA-A du matériel qui leur permette d'intervenir dans ces secteurs. Ce matériel permettra de porter des revendications radicales et anticapitalistes, en lien avec la réalité de ces métiers et notre projet de société. La commission santé-sécu-social doit continuer de proposer des tracts réguliers à cet effet.

Ce week-end d'échanges et de débats nous a aussi permis de restructurer l'organisation de la commission santé-sécu-social et ses tâches immédiates, comme le travail sur une résolution à soumettre au vote du prochain CPN, le recensement de l'ensemble des camarades intervenant dans ces secteurs d'activités, ou la création d'une sous-commission dédiée au travail social. Un travail de collaboration sera indispensable afin de construire des réponses avec d'autres commissions, et en premier lieu la CILT. Enfin, nous rappelons qu'un site spécifique existe pour notre commission et reste disponible ici : <https://sante-secu-social.npa-lanticapitaliste.org/> Pour la suite des débats, nous vous donnons rendez-vous à l'université d'été!

Commission santé-sécu-social

## Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M° Daumesnil

★ [la-breche.com](http://la-breche.com)

# Un après-midi pour désarmer Bolloré

Un après-midi pour désarmer Bolloré et ses alliés, ça donne quoi?

Un lieu squatté et autogéré, l'Île Égalité, qui a accueilli l'événement (merci !) à Villeurbanne (Lyon) le 25 avril. 2 draps blancs pour des projections de « veillée » afin d'en apprendre plus sur Bolloré et Stérin, et du film Média crash : qui a tué le débat public de Mediapart.

1 cutter tenu par XR pour découper *Le contrôle de la parole* d'André Schiffrin et pouvoir l'arpenter (le lire collectivement).

1 kit de vaccination contre les fake news des milliardaires d'extrême droite et une super conférence avec Pieter (AJC) et Lumi (*Blast*) pour inoculer le vaccin.

Un délicieux repas à prix libre préparé par les Greniers des Soulèvements de la Terre.

Une table ronde des librairies indépendantes de Lyon avec l'intervention d'une camarade de la CGT FNAC, qui a été applaudie chaudement, et énormément de questions du public!

Une présentation des enjeux du rachat d'UGC par Bolloré, en dialogue entre un militant du NPA-l'Anticapitaliste et un militant de la CGT Spectacle.



15 000 marque-pages anti-Bolloré imprimés pour l'occasion par Rotographie!

Les photographes et leurs œuvres du collectif Brume.

Entre 100 et 150 personnes qui ont participé à l'événement et sont ressorties avec le sourire et plein d'idées pour poursuivre la lutte! Une interorga SDT, XR, NPA-A, AJC... qui a réussi son coup et qui va continuer pour organiser une

rave anti-Bolloré, la *Bollorave*, le 3 octobre prochain.

Si cela vous tente, que vous voulez vivre un aussi bel événement et recharger vos batteries militantes, on a tous les supports pour que vous puissiez organiser des veillées anti-Stérin et anti-Bolloré chez vous ; et pour le kit de vaccination, il devrait arriver à la rentrée!

CorrespondantE



## Culture



### CINÉMA George Orwell, 2+2=5, par Raoul Peck

Film documentaire américano-français, 2025.

Dans ce film documentaire, très typique du travail de Peck (utilisation d'une voix off très présente, irruption régulière de la fiction dans le documentaire, utilisation d'extraits de films), les allers-retours entre le présent (Birmanie, Gaza, Haïti...) et le passé (vie de George Orwell) sont parfois un petit peu confus, tout comme l'usage d'images produites par l'IA générative (dont on comprend ensuite qu'elle est considérée par Raoul Peck comme un nouvel outil au service des totalitarismes actuels, au même titre que la reconnaissance faciale, le crédit social...).

Les épisodes de la vie d'Orwell qui vont déterminer ses orientations politiques sont bien décrits : une adolescence dans une famille petite-bourgeoise anglaise partie dans les colonies pour s'élever socialement, le

passage dans la police militaire des Indes, qui agit comme une sorte de révélateur chez quelqu'un qui se définissait déjà auparavant comme socialiste mais qui « découvre » les effets réels de l'impérialisme, puis, plus tard, un tournant majeur : la guerre civile espagnole et la découverte du stalinisme.

À partir de ce moment-là, son engagement contre toutes les formes de totalitarisme est entier ; la frontière entre le fascisme et les totalitarismes d'inspiration communiste n'est pas toujours très bien dessinée dans le film, ce qui correspond plutôt bien à la pensée de George Orwell, pour qui cet épisode espagnol a été très traumatisant. Cette idée, selon laquelle on dénonce plus facilement les atrocités commises par l'ennemi idéologique, est reprise plusieurs fois au cours du film ; elle peut être lue comme un relativisme pas très malin, ou comme un appel à s'élever moralement et à ne pas s'avilir au niveau des fascistes.

Le propos transversal du film est radical : 1984 n'est pas une dystopie, c'est un regard lucide sur le monde d'aujourd'hui. La surveillance de masse, l'ère des fake news, des vérités alternatives, tout cela relève de l'emprise totalitaire, qui enveloppe les gens comme une toile enveloppe sa proie. On ressort ainsi de ce film à la fois éveillé et assommé.

Frantz Lucas

### ESSAI Prendre la parole sans prendre le pouvoir, de Manon Him-Aquilli

Éditions du commun, 2026, 96 pages, 10€

L'autrice situe sa recherche dans le cadre des courants anarchistes et autonomes, dont elle commence par brosser un rapide historique dans la première partie du livre. Cela lui permet de restituer les débats qu'entoure la prise de parole au cours des assemblées générales. La question fondamentale, de son point de vue, réside dans la tension qui persiste, quels que soient les dispositifs, entre la profession de foi anti-autoritaire des participantEs et la nature des pratiques politiques et personnelles réelles au cours des assemblées et au sein des regroupements qui les mettent en œuvre, dans le contexte d'une société qui, elle, est autoritaire et hiérarchisée, structurée par des rapports de pouvoir et de domination.

Pour explorer les ressorts de cette problématique, Manon Him-Aquilli procède par une observation directe en situation et réalise une ethnographie des assemblées auxquelles elle participe. Par des exemples et des citations précises, elle met à jour les difficultés pour certainEs à ne pas prendre un pouvoir effectif sur d'autres. Elle insiste sur l'opposition entre les formalistes — ordre du jour, tour de parole — et les spontanistes — prise de parole « au fil de

l'eau ». Se pose alors la question de l'adéquation entre la procédure adoptée et la nature de la réunion à laquelle elle s'applique.

Au-delà de la correspondance historico-politique des questions soulevées avec les courants anarchistes et autonomes, l'ouvrage doit présenter un intérêt pour celles et ceux qui assistent et participent à des assemblées générales, et même à des réunions politiques — comme celles du NPA-A — au cours desquelles de telles questions se posent très souvent (sinon elles devraient se poser!). Relativement pragmatique, l'autrice ouvre d'ailleurs la voie à des pratiques envisagées comme des techniques d'animation des réunions, dans l'objectif de permettre la prise de parole d'un maximum de participantEs dans les meilleures conditions possibles. Un petit livre utile, à lire, à discuter, pour aller vers de meilleures pratiques.

Claude Moro



# MINNEAPOLIS « Face à Trump, nous devons protéger nos voisinEs, défendre nos droits démocratiques et nos droits du travail »

**Entretien.** *Janette Corcelius, déléguée syndicale pour le droit des travailleurEs migrantEs, militante de DSA (Democratic Socialists of America) à Minneapolis, a accordé un entretien à Raphaël Alberto pour la chaîne Youtube de L'Anticapitaliste. Nous publions une retranscription partielle du début de cet échange.*

**Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste l'opération « Metro Surge », menée par l'ICE aux États-Unis ?**

L'opération « Metro Surge » a débuté le 1<sup>er</sup> décembre 2025. Cependant, plusieurs mois auparavant, le gouvernement fédéral avait déjà mené des tests pour observer nos réactions. Des raids, des enlèvements et des expulsions avaient déjà lieu. Mais le pic de l'offensive s'est produit entre novembre et février.

**Nous avons développé un réseau de réponse rapide, que nous appelons un « commuting network », en référence à la grève des camionneurs de Minneapolis en 1934**

Les formes de résistance ont été nombreuses. Nous avons mis en place des réseaux d'entraide, organisé des manifestations de première ligne, des actions directes et des grèves générales. Nous avons aussi développé un réseau de réponse rapide, que nous appelons un « commuting network », en référence à la grève des camionneurs de Minneapolis en 1934. À l'époque, les grévistes utilisaient des piquets volants pour s'en prendre aux briseurs de grève. Nous avons utilisé nos voitures non pas pour traquer des briseurs de grève, mais pour suivre et contrer les agents fédéraux qui enlevaient nos voisinEs.

**Comment ce mouvement s'est-il organisé ?**

Des syndicats, des associations, des organisations de terrain, des organisations socialistes, etc., se sont coordonnés dans un front uni pour se préparer en amont. CertainEs estimaient en effet qu'un second mandat de Trump était inévitable.

L'une des premières choses qu'a faites le mouvement syndical a été d'organiser une série de formations contre l'autoritarisme. Nous avons réfléchi collectivement à la manière dont nous réagirions pendant son second mandat.

Nous savions qu'il chercherait à démanteler encore davantage les droits du travail et à affaiblir les syndicats, intensifier les expulsions et s'attaquer au système électoral. C'est pourquoi nous avons remis à l'ordre du jour la grève générale, qui fait partie de l'histoire du mouvement ouvrier aux États-Unis, et plus particulièrement au Minnesota. La grève des camionneurs de Minneapolis en 1934 a été un moment décisif du mouvement ouvrier américain. Elle s'inscrivait dans une vague de luttes la même année, et était dirigée



L'ANTICAPITALISTE

par des militantEs trotskistes, membres de la Quatrième Internationale. Avec la grève de l'automobile à Toledo (Ohio) avec l'UAW et la grève des dockers à San Francisco, elle a contribué à contraindre l'administration de Franklin Delano Roosevelt et la secrétaire au Travail Frances Perkins à adopter le *National Labor Relations Act* et à créer le *National Labor Relations Board*, dans un contexte où des travailleurEs étaient tués par la police, des milices patronales et des organisations comme la Citizens Alliance.

**Nous savions que Trump chercherait à démanteler les acquis et qu'il poursuivrait un projet que l'on peut qualifier de technofasciste et quasi féodal**

Nous savions que Trump chercherait à démanteler ces acquis et qu'il poursuivrait un projet que l'on peut qualifier de technofasciste et quasi féodal, porté notamment par certains dirigeants du secteur de l'intelligence artificielle. Nous savions aussi qu'il allait trahir sa base, celle du « America First ». Cela nous a convaincus qu'il était possible de mobiliser largement les travailleurEs, qu'ils soient syndiquéEs ou non. Le 23 janvier, nous avons ainsi organisé une journée de grève : pas de travail, pas d'école, pas de consommation. Une personne sur quatre dans le Minnesota y a participé, soit environ 2 millions de personnes qui ont cessé le travail. Nous avons également organisé une manifestation de 100 000 personnes dans le centre de Minneapolis, malgré une température de - 20 °F. C'était extrêmement puissant et impressionnant.

**Attendre 2028 serait trop tard : nous devons organiser une série de grèves d'ici aux élections de mi-mandat et à la prochaine présidentielle**

Nous préparons maintenant la grève générale du 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale des travailleurEs, avec une nouvelle journée « pas de travail, pas d'école, pas de consommation », cette fois à l'échelle nationale. Cela s'inscrit dans la continuité de l'opération « Metro Surge », toujours en cours, mais aussi dans l'appel lancé par le président de l'United Auto Workers à une grève générale.

Évidemment, attendre 2028 serait trop tard : nous devons organiser une série de grèves d'ici aux élections de mi-mandat et à la prochaine présidentielle. Nous devons aussi protéger nos voisinEs, défendre nos droits démocratiques et nos droits du travail, et montrer aux patrons qu'ils ne peuvent pas continuer à nous frapper économiquement. Le coût de la vie aux États-Unis explose. Cette mobilisation bénéficie donc d'un large soutien, et nous sommes impatients de voir ce que donnera la suite.

**Comment parvenez-vous à organiser un mouvement aussi large et diversifié, à Minneapolis comme ailleurs ?**

Dans les Twin Cities (Minneapolis-Saint Paul), les organisations socialistes ont fait du porte-à-porte, notamment auprès des petits commerces, en particulier ceux tenus par des personnes issues des communautés directement touchées. Nous avons aussi diffusé des tracts dans les espaces publics et organisé de nombreuses réunions.

Nous avons mis en place toute une série de formations, notamment des formations d'observateurEs juridiques, presque quotidiennes pendant plusieurs mois, pour informer les gens sur leurs droits. Dans ces formations, nous abordions leurs droits sur leur lieu de travail, à domicile, dans l'espace public — dans toutes les situations possibles. Nous constituons également des listes de contacts afin de pouvoir recontacter les participantEs pour d'autres formations et mobilisations.

Il est aussi important de souligner que la grève générale du 23 janvier a bénéficié du soutien des communautés reli-

gieuses. Le Minnesota compte une forte communauté luthérienne, mais aussi une importante population musulmane — notamment avec la plus grande diaspora somalienne. Nous avons donc construit des liens dans les églises, les mosquées et les synagogues. Nous avons aussi pu mobiliser via les écoles publiques et les syndicats d'enseignantEs.

Cela nous a permis de rassembler des personnes issues de tous les secteurs de l'économie et de tous horizons : sociaux, raciaux, ethniques, religieux et politiques.

**Cette histoire de résistance remonte aux peuples autochtones, notamment les Dakota et les Anishinaabe**

Il y a aussi une dimension culturelle : au Minnesota, la solidarité est une nécessité. Le climat est tellement rude que la survie dépend souvent de l'aide des autres. On peut rester bloqué dans la neige ou dans un froid extrême, et devoir compter sur un voisin ou un inconnu pour s'en sortir. Cela forge des liens et une culture d'entraide.

Cette dynamique a été renforcée lors du soulèvement après le meurtre de George Floyd, ainsi que pendant la pandémie de Covid-19. Face à la brutalité policière, au racisme systémique et aux crises sociales, beaucoup de gens ont atteint un point de rupture. Ils ont agi pour exiger justice.

Cette histoire de résistance est ancienne. Elle remonte aux peuples autochtones, notamment les Dakota — sur les terres desquels nous vivons — qui résistent depuis des siècles au gouvernement américain, tout comme les Anishinaabe (Ojibwés).

Le mouvement American Indian Movement, né à Minneapolis dans les années 1960-1970, s'inscrivait déjà dans cette lutte, notamment contre les violences policières. Ces réseaux, ces liens, existent donc depuis longtemps.



« La suite à découvrir sur la chaîne Youtube de L'Anticapitaliste »



**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

lanticapitaliste.org  
NPALanticapitaliste  
L\_anticapitaliste  
Lanticapitalist1  
anticapitaliste.presse  
lanticapitaliste



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**Abonne-toi**



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois L'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion@lanticapitaliste.org](mailto:diffusion@lanticapitaliste.org)

**L'image de la semaine**



**À nos abonnéEs**

En raison des grands travaux qui commencent dans les locaux de notre imprimerie Rotographie à Montreuil, le prochain numéro sera peut-être imprimé avec un ou deux jours de retard. Il est donc possible que les délais de livraison soient allongés. Nous vous remercions pour votre compréhension.